



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AUTRICHE ET SLOVÉNIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE VIENNE ET DE L'ANTENNE DE LJUBLJANA

N° 10 – juin-juillet 2022

En bref

A compter du 1^{er} août, **les personnes testées positives au Sars-Cov2 et asymptomatiques** ne seront plus soumises à un isolement administratif obligatoire mais seulement, pour 10 jours au maximum, à **des restrictions dans leurs échanges professionnels et sociaux**, sous réserve du port d'un masque FFP2 ou équivalent.

Ainsi, un retour sur le lieu de travail sera possible malgré un dépistage positif, y compris pour le personnel de santé, soulevant ainsi la question de la responsabilité de l'employeur vis-à-vis de ses employés ou de sa clientèle. De même, les arrêts maladie pour la Covid-19 pourront de nouveau être délivrés par téléphone. Fidèle à sa politique sanitaire plus restrictive, le Land de Vienne n'autorisera pas aux personnes infectées par le coronavirus de travailler au contact du public. Par ailleurs, le gouvernement a adopté en conseil des ministres une nouvelle stratégie de gestion de la pandémie, préparant ainsi la rentrée de septembre et une recrudescence probable des infections. La stratégie qui se base sur 4 principes et 4 scénarii, écarterait d'emblée une fermeture généralisée du milieu scolaire mais n'exclurait pas, dans le cas extrême, le recours à un confinement.

Zoom sur

Mercredi 27 juillet, le conseil des ministres autrichien a arrêté le principe d'une **mesure destinée à limiter la très forte hausse des factures d'électricité**, dont les détails doivent être élaborés au cours de l'été et qui devraient s'inspirer des propositions de Gabriel Felbermayr, directeur de l'institut de recherche en économie, le WIFO, dans

LE CHIFFRE À RETENIR

**19 MILLIONS
DE NUITÉES**

De mai à juin 2022 (-4,5 % par rapport à mai-juin 2019)

lesquelles il recommandait de cibler la mesure sur les ménages modestes et pour une certaine consommation d'électricité, pour laquelle ils paieraient un prix subventionné par l'Etat et au-delà de laquelle le prix de l'électricité qui leur serait facturé serait celui du marché. Les justifications données à ce schéma sont : préserver le signal prix, notamment pour favoriser l'investissement dans les EnR ; aider les plus pauvres ; mais ne pas les désinciter à toute mesure d'économie d'électricité.

Autriche

Prévisions et indicateurs

1. Une croissance à moyen terme de +2,1 % par an

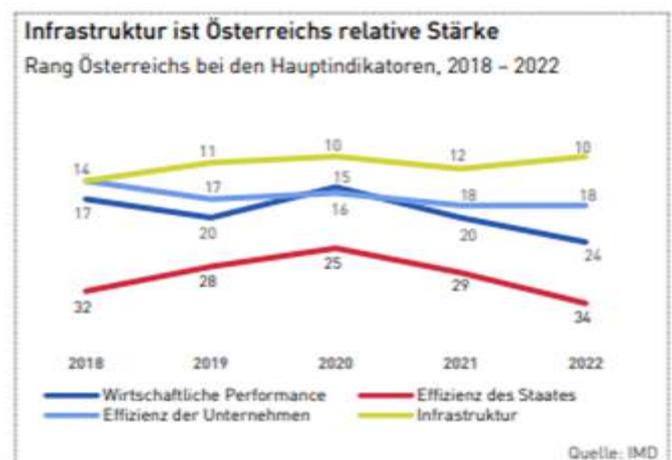
Les prévisions à moyen terme des instituts de conjoncture montrent une croissance de 2,1 % par an dans la période 2022-2026. Dans la période sous revue, l'inflation, un des principaux sujets d'inquiétude du gouvernement, pourrait atteindre en moyenne 4,3 % par an, avec cependant un pic à +7,8 % cette année. Les incertitudes liées à l'issue du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine, ses répercussions sur les échanges internationaux, notamment l'énergie et les céréales, et la pandémie de Covid-19 sont autant de facteurs qui pourraient obérer les perspectives économiques, notamment en raison de l'exposition de l'Autriche, largement dépendante des importations de gaz russe. Face à l'inflation, le gouvernement autrichien a mis en place plusieurs instruments, affectant les finances publiques. Selon l'institut de conjoncture Wifo, le solde public, au sens du traité de Maastricht, pourrait atteindre en 2022 -3,0 % du PIB, puis se tassant à -1,4 % à l'horizon 2026. La dette publique devrait se contracter à 69,1 % du PIB à la fin de la période sous revue.

A noter que selon les premières estimations de croissance trimestrielle, la progression au T2 2022

serait restée contenue à +0,5 % par rapport au trimestre précédent (le T1 affichait quant à lui une hausse de 1,5 %), perdant avec la forte contraction de la consommation des ménages (-1,9 %) un de ses principaux piliers.

2. La compétitivité de l'Autriche se détériore

Selon le *World Competitiveness Yearbook* réalisé par l'IMD, parmi les 63 pays observés, l'Autriche occupe la 20^{ème} place de la compétitivité mondiale, perdant 4 places. Le recul touche essentiellement deux piliers : l'efficacité des pouvoirs publics (34^{ème} rang) et la performance économique (24^{ème} rang), l'efficacité des entreprises restant stables (18^{ème} rang). En revanche, les infrastructures de l'Autriche figurent parmi les meilleures au monde (10^{ème} rang).



Politique économique et sociale

1. Emploi

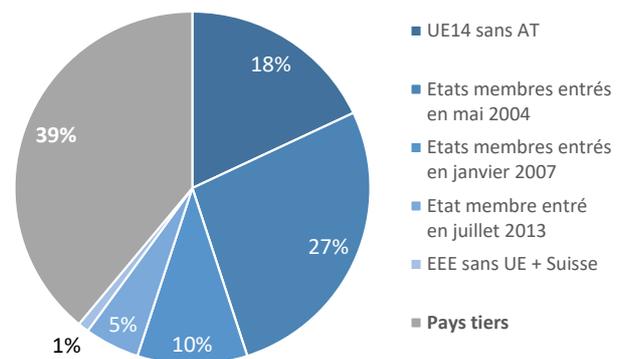
Défaut de main d'œuvre : oui à une immigration mais choisie

Selon l'agence pour l'emploi autrichienne AMS, entre 2011 et 2021, le nombre annuel moyen de salariés en Autriche a progressé de 11 %, dû pour 90 % à la part des travailleurs étrangers, alors que le nombre de salariés autrichiens a presque stagné. En 2021, le marché de l'emploi autrichien comptait environ 840 000 salariés actifs non autrichiens, dont plus de 25 % issus des Etats membres entrés dans l'UE en 2004 et presque 40 % issus de pays tiers. Face au manque caractérisé de main d'œuvre, notamment dans le secteur touristique mais également dans le secteur agricole, le Parlement a adopté le 28 juin une réforme du permis de travail pour les ressortissants de pays tiers, proposée par le gouvernement et facilitant le recrutement et l'arrivée en Autriche de travailleurs étrangers. Les critères et les contingents pour les secteurs sous tension ont été respectivement assouplis et élargis.

Toutefois, comme l'a fait remarquer le chancelier conservateur Nehammer, l'Autriche entend, en coopération avec la Hongrie et la Serbie, protéger ses frontières contre un nouveau flux migratoire en provenance principalement d'Afghanistan et de Syrie. Selon le ministère de l'Intérieur, plus de 31 000 demandes d'asile (hors réfugiés ukrainiens) ont été enregistrées au 1^{er} semestre 2022 (10 867 au S1 2021, 5 657 au S1 2020).

Fin juillet 2022, l'AMS enregistrait plus de 137 000 postes vacants en Autriche, soit une hausse de 22 % en glissement annuel et près de 10 000 places d'apprentissage à pourvoir (+32 %). Fin juin, le taux de chômage en données internationales atteignait 4,3 % (FR = 7,2 % ; UE = 6,1 %), et 10,2 % pour les moins de 25 ans (FR = 15,9 % ; UE = 13,3 %).

Répartition des salariés étrangers actifs en 2021



Source : AMS Österreich

2. Questions sociales

Indexation des prestations sociales sur l'inflation

Le gouvernement a, dans le cadre de sa réforme fiscale, proposé d'indexer annuellement les prestations sociales sur le coût de la vie. Ainsi, si le Parlement adopte à l'automne la mesure, à compter du 1^{er} janvier 2023, les allocations familiales, l'allocation parentale d'éducation, mais également le crédit d'impôt par enfant à charge, les indemnités journalières de maladie ou l'aide de soutien aux étudiants suivront l'inflation, ce qui devrait profiter à près de 1,3 million d'ayants-droits. Pour les années 2023 à 2026, un volume total de 4 Mrd EUR est prévu pour faire face à l'indexation. Par ailleurs, afin de compenser en partie la hausse des prix, touchant particulièrement les personnes aux ressources modestes, une allocation de 40 EUR par enfant sous forme de bons d'achat sera mise en place pour les enfants en âge scolaire et ouvrant droit aux aides sociales.

A noter par ailleurs que l'Autriche a été condamnée par la CJUE à lever son indexation des allocations familiales, crédits d'impôts et réductions fiscales sur le coût de la vie du pays de résidence des enfants. Cette indexation avait été mise en place dès 2019 par la coalition précédente alliant les conservateurs de l'ÖVP à la droite populiste du FPÖ.

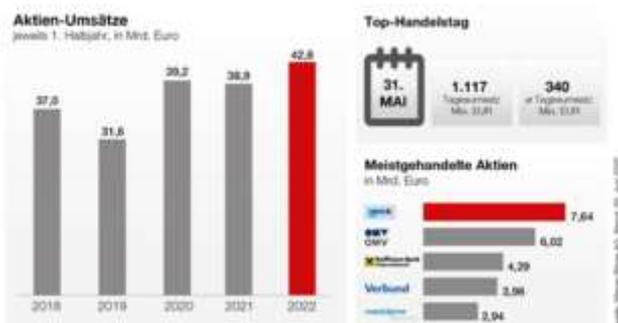
Veille sectorielle

1. Secteur financier

Baisse de 22 % pour la bourse de Vienne au premier semestre 2022

Au cours du premier semestre 2022, l'indice boursier ATX a reculé de plus de 22 %, le volume des transactions progressant de 10 % pour atteindre 42 Mrd EUR. Des performances négatives ont été notamment enregistrées par les banques *Raiffeisen Bank International* (-60 %) et *Erste Group* (-41 %) ainsi que par le producteur de fibre de cellulose *Lenzing* (-36 %). En tête des gagnants se trouvent l'entreprise pétrolière *Schoeller-Bleckmann* (+73 %), l'entreprise AT&S spécialisée dans les circuits imprimés (+17 %) et le traiteur *Do&Co* (+7 %), propriétaire depuis 2014 de la marque d'épicerie fine française *Hédiard*.

Wiener Börse: Starke Handelsaktivität im 1. HJ 2022



De nouvelles règles en matière de crédit immobilier à partir du 1^{er} août 2022

Dans son rapport sur la stabilité du secteur financier, la banque centrale autrichienne OeNB met en garde contre une forte surchauffe du marché immobilier résidentiel. La croissance des prêts au logement accordés aux ménages se serait accélérée, soutenue par des conditions de financement favorables, une demande continue de logements et une hausse dynamique des prix. L'autorité de surveillance des marchés financiers, la FMA, a par conséquent émis

une ordonnance portant sur de nouvelles règles en matière de crédits immobiliers, en vigueur à partir du 1^{er} août 2022 :

- Une part minimale de fonds propres à hauteur de 20 % (y compris les frais annexes) est exigée ;
- La mensualité de crédit ne peut pas excéder 40 % du revenu mensuel net disponible du ménage ;
- La durée maximale de remboursement est limitée à 35 ans.

2. Industrie

BMW investit près d'1 Mrd EUR en Autriche

Le constructeur automobile allemand BMW a annoncé un investissement de près de 1 Mrd EUR dans son usine de Steyr (Haute-Autriche) pour y démarrer d'ici 2025 la production de moteurs électriques. En tout 600 000 moteurs électriques devraient sortir des chaînes de production chaque année pour un plan d'investissement qui s'étale jusqu'en 2030.

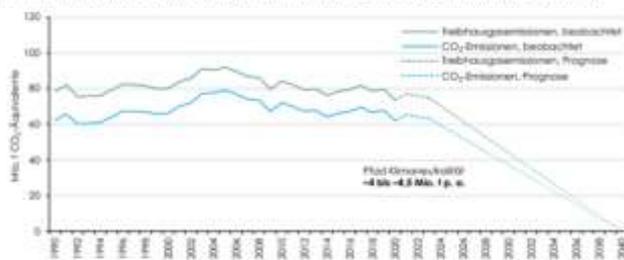
3. Energie et environnement

Forte hausse des émissions en 2021

Avec la baisse de l'activité économique et de la mobilité dues à la crise COVID-19, les émissions de gaz à effet de serre avaient diminué de 7,7 % en 2020, pour atteindre 73,6 millions de tonnes d'équivalent CO₂. Selon les estimations de l'Agence fédérale de l'environnement, 2021 a été marquée par une augmentation de près de 5 % par rapport à l'année précédente. Pour 2022 et 2023, les prix élevés de l'énergie laissent présager une croissance modérée des émissions notamment dans le secteur des transports. Par ailleurs, la ministre de la protection du climat, Leonore Gewessler (Verts) a présenté fin juillet un projet d'amendement de la loi sur l'étude d'impact sur l'environnement, avec comme objectif d'accélérer les procédures d'autorisation et le déploiement des énergies renouvelables. L'adoption

du nouveau texte par le Parlement est prévue pour l'automne.

Abbildung 1: Jährliche Entwicklung der Treibhausgas- und CO₂-Emissionen in Österreich



Q: Umweltbundesamt, WIFO.

4. Tourisme

En début de saison estivale, les nuitées presque à leur niveau de 2018 et 2019

Le premier tiers de la saison estivale 2022 a vu le nombre de nuitées en Autriche atteindre 19,2 millions. Il reste ainsi de 4,5 % inférieur au niveau de mai à juin 2019 (20,1 millions) et atteint presque le niveau des 2 premiers mois de la période estivale de 2018 (19,3 millions). Avec 7,2 millions de nuits, la population autrichienne représente 37,6 % des nuitées, en hausse de 6,5 %. En comparaison, même si largement majoritaire, en termes de nuitées, la clientèle étrangère affiche un recul de 10,1 % par rapport à 2019.

Vienne de nouveau la ville la plus agréable du monde

La capitale autrichienne reprend la première place au classement des villes les plus agréables du monde, comme en 2018 et 2019, selon l'hebdomadaire anglais « The Economist ». Vienne est ainsi primée en raison de sa stabilité, son offre éducative et médicale, ainsi que la qualité de ses infrastructures par la note maximale de 100 sur 100. L'Europe domine largement le Top 10 avec six villes, dont Copenhague et Zurich, qui complètent le podium.

5. Agriculture

Le groupe tchèque Agrofert offre 810 M EUR pour les engrais azotés de Borealis

Le groupe autrichien de pétrochimie Borealis, du consortium pétrolier et gazier OMV, semble avoir trouvé acheteur pour sa branche « engrais azotés » dont plusieurs sites de production sont situés en France. Après l'échec de la vente au groupe russe Eurochem pour un volume de 455 M EUR en février, le groupe tchèque Agrofert, dirigé par l'ancien chef du gouvernement tchèque et homme d'affaires Andrej Babis, a déposé une offre ferme d'acquisition pour un montant de 810 M EUR et pourrait ajouter ainsi d'ici la fin de l'année les actifs de production de Borealis en Autriche, en France et en Allemagne à son important réseau à travers l'Europe. Toutefois, le syndicat agricole de Basse-Autriche compte protester auprès de la Commission européenne contre ce rachat, jugeant que le groupe Agrofert acquerrait ainsi une position quasi-monopolistique sur le marché des engrais.

Panorama de l'agriculture autrichienne : ralentissement de la transformation des structures agricoles

Tous les 10 ans, les Etats-membres de l'UE doivent réaliser une enquête sur la structure de leurs secteurs agricole et sylvicole. L'institut national de la statistique, Statistik Austria, a donc procédé en coopération avec le ministère de l'Agriculture, des régions et du tourisme à cette enquête et les résultats ont été présentés le 12 juillet par le ministre Norbert Totschnig et le directeur de Statistik Austria, Tobias Thomas. Le premier enseignement de cette étude est le ralentissement de la transformation du secteur au cours des 10 dernières années : si le nombre d'exploitations agricoles et sylvicoles a baissé de 11 % à 153 593 en 2020, la baisse atteignait 20 % entre 2000 et 2010. En 2020, près de 420 000 personnes étaient employés dans le secteur.

En revanche, entre 2010 et 2020, le nombre d'exploitations dédiées à l'agriculture biologique (24 800) est en progression, atteignant 22,4 % de l'ensemble des exploitations agricoles ou sylvicoles. En 2010, elles ne représentaient que 15,1 % du total.

La surface moyenne des exploitations biologiques a également légèrement augmenté, passant de 21,1 ha en 2010 à 27,5 ha en 2020. Au total, la surface agricole utile (SAU) biologique atteint 682 345 ha.

Le nombre d'exploitations agricoles ou sylvicoles dirigées par des femmes est également en légère augmentation à 35 % (34 % en 2010) mais le modèle familial reste largement majoritaire puisqu'il concerne 93 % des exploitations. En outre, seuls 36 % des exploitations ont la production agricole ou sylvicole comme activité principale, contre 58 % en activité secondaire.

Comme en France, le secteur agricole repose sur des petites structures familiales : la SAU moyenne exploitée est certes en hausse et passe en 10 ans de 18,8 ha à 23,6 ha mais elle reste faible en comparaison du voisin allemand (63 ha) ou danois (75 ha). S'agissant du cheptel, la constatation reste identique : près de 82 000 exploitations se consacrent à la production animale mais, en moyenne, les statisticiens ont décompté 34 bovins ou 112 porcs par exploitation en Autriche, à comparer à 85 bovins et 1 300 porcs en Allemagne et à 3 400 porcs aux Pays-Bas.

Relations bilatérales

Aramis conquiert le marché autrichien

Le champion français de la vente de voitures d'occasion en ligne, le groupe Aramis, a acquis Onlinecars, leader en Autriche de la vente de véhicules d'occasion reconditionnés avec plus de 200 M EUR de chiffres d'affaires. Après l'Espagne, la Belgique et le Royaume-Uni, le groupe Aramis, contrôlé par Stellantis, poursuit ainsi son expansion européenne en conquérant le marché autrichien.

BWT annonce l'acquisition d'EDAFIM

Le groupe autrichien Best Water Technology (BWT), leader européen du traitement de l'eau poursuit sa stratégie de développement international et annonce la signature d'un accord portant sur l'acquisition de la société française EDAFIM, concepteur et fabricant de

fontaines à eau et de refroidisseurs pour de nombreux secteurs. EDAFIM, qui compte un effectif de 42 salariés et affiche un chiffre d'affaires 2021 de 5,6 M EUR, fabrique environ 8 000 fontaines par an. Grâce à leurs expertises combinées, le groupe BWT et EDAFIM ont l'intention d'associer leurs connaissances technologiques et commerciales pour développer de nouvelles perspectives de croissance sur le marché des fontaines à eau, pour tous les environnements professionnels, publics ou domestiques.

Le groupe SFPI se développe en Autriche dans la protection solaire

Né en France en 1985, le groupe SFPI (*Safety for People and Industry*) poursuit son internationalisation avec l'acquisition de la société autrichienne WO&WO. La société, détenue actuellement par la holding industrielle allemande ADCURAM, est basée à Graz et est spécialisée dans la protection solaire haut de gamme (bannes, stores, volets) pour les marchés autrichiens, allemands, suisses et français. A la clôture de son dernier exercice, au 31 décembre 2021, WO&WO a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 60 M EUR et emploie 310 salariés. Le groupe SFPI forme un collectif d'entreprises spécialisées dans l'industrie de la protection. Avec plus de 3 900 employés réalisant un CA de 562 M EUR, SFPI intervient notamment dans les métiers de la sécurisation et du confort des bâtiments, du traitement de l'air et de la maîtrise des énergies, que ce soit pour des clients industriels ou particuliers.

Valneva reçoit une autorisation de mise sur le marché en Europe pour son vaccin inactivé

Le 24 juin 2022, la Commission Européenne a accordé une autorisation de mise sur le marché (AMM) en Europe pour le vaccin inactivé à virus entier contre la COVID-19 de Valneva pour une utilisation comme primovaccination chez les adultes âgés de 18 à 50 ans. L'autorisation de mise sur le marché couvre les 28 États membres de l'Union européenne ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège. Le 1^{er} août, le groupe franco-autrichien annonçait la vente de 1,2 million de doses à l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark et la Norvège.

Slovénie

Zoom sur

L'agence de l'énergie a déclaré le lundi 11 juillet le **niveau d'alerte précoce pour le gaz**. Si, dans son communiqué, l'agence précise que l'approvisionnement et la fourniture en gaz aux consommateurs ne sont actuellement pas perturbés, elle met en garde contre d'éventuelles perturbations futures en cas de réduction des livraisons de gaz naturel en provenance de Russie. Si un niveau de crise plus élevé était déclaré, l'agence informerait directement la population, tel que prévu dans la loi nationale sur le plan d'urgence pour le gaz naturel. Suivant le modèle dans d'autres États membres de l'UE, elle prévoit une approche en trois étapes. La première phase consiste à vérifier les volumes, à informer les clients des éventuelles ruptures d'approvisionnement et à appeler les consommateurs industriels à utiliser le gaz de manière plus rationnelle. En deuxième phase, les fournisseurs demanderaient à leurs clients contractuels qui sont en mesure de le faire de renoncer volontairement à leur approvisionnement en gaz. Les gros clients seraient invités à réduire leur consommation au minimum. Il serait recommandé aux consommateurs industriels et aux producteurs d'électricité qui en ont la possibilité de se tourner vers une source d'énergie alternative. Dans la phase 3, qui s'applique aux situations d'urgence, les fournisseurs rompent les contrats qui peuvent l'être et ordonnent aux consommateurs industriels et aux producteurs d'électricité de passer à une source d'énergie alternative. Dans le même temps, l'approvisionnement en gaz est rationné.

L'année dernière, la consommation totale de gaz naturel en Slovénie a augmenté de 6 % pour atteindre 10 163 GWh, volume le plus élevé depuis 2010, selon les données de l'Agence de l'énergie.

LE CHIFFRE À RETENIR

10,4%

L'inflation en Slovénie en juin 2022

Prévisions et indicateurs

L'OCDE a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la Slovénie de **0,8 point de pourcentage à 4,6 % pour cette année et de 0,7 point à 2,5 % pour 2023**, en raison de l'impact négatif de la guerre en Ukraine. À l'inverse, la Banque centrale slovène et la Commission européenne ont revu à la hausse les prévisions de croissance pour 2022, avec une estimation à 5,8 % (+1,8 point) pour cette année et à 2,4 % (-0,9 point) pour 2023 selon la banque centrale et passant de 3,7 % à 5,4 % cette année pour la Commission européenne. Néanmoins la Commission s'attend à un net ralentissement de la croissance, qui ne devrait plus être que de 1 % en 2023, contre 3,1 % précédemment.

Le taux d'inflation en glissement annuel de la Slovénie a augmenté et atteint 10,4 % en juin, soit 2,3 points de pourcentage de plus qu'en mai. La Commission a revu à la hausse ses prévisions d'inflation : 7,6 % en 2022 (contre 6,1 % précédemment) et 4,9 % en 2023 (contre 3,3 % auparavant).

Au cours du premier semestre de l'année, les recettes du budget de l'État se sont élevées à 6,4 Mrd EUR et les dépenses à 6,5 Mrd EUR, soit un déficit de 128 M EUR, selon les données préliminaires du ministère des finances. Ce chiffre est à comparer à un déficit de 1,965 Mrd EUR pour la même période de l'année dernière. En glissement annuel, les recettes ont augmenté de 18 % et les dépenses ont diminué de 11,6 %. **Le ratio dette publique/PIB reste plus élevé qu'avant l'épidémie, atteignant 75,1 % du PIB.**

Europe

La Commission européenne a ouvert une enquête approfondie pour évaluer le projet d'acquisition

d'OMV Slovenija par MOL en vertu du règlement communautaire sur les concentrations.

À ce stade, **la Commission craint que l'opération ne réduise sensiblement la concurrence** dans la fourniture au détail de carburants (essence et diesel) aux particuliers et aux entreprises en Slovénie. L'enquête préliminaire de la Commission montre que les parties sont en concurrence directe dans de nombreuses zones locales en Slovénie.

La Slovénie recevra 1,49 Mrd EUR de subventions au titre du mécanisme de relance post-Covid, soit près de 286 M EUR de moins que la dotation initiale. Ce montant inférieur est le résultat de tendances économiques plus favorables en 2020 et 2021 que celles initialement estimées.

Politique économique et sociale

Le Conseil budgétaire, équivalent en Slovénie du HCFP, estime que **l'accord de coalition**, qui contient un ensemble de mesures définies de manière très large et allant au-delà du mandat de quatre ans, **ne constitue pas une base suffisante pour la planification budgétaire**, en raison du degré élevé d'imprécision, tant en ce qui concerne la portée que le calendrier des mesures. Le Conseil met également en garde contre la croissance des dépenses courantes. Il invite donc le nouveau gouvernement de se rapprocher des bonnes pratiques de certains États où les accords de coalition sont plus détaillés et permettent ainsi une réelle évaluation.

La Slovénie a notifié à la Commission, au titre du cadre temporaire pour les crises, **un régime de 140 M EUR destiné à soutenir les entreprises de tous les secteurs non financiers** dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Celui-ci, qui sera géré par la banque nationale de promotion SID

Bank, comprend (i) des prêts de montants limités ; (ii) des prêts bonifiés ; et (iii) des prêts spécifiques pour couvrir les coûts supplémentaires dus aux fortes augmentations des prix du gaz naturel et de l'électricité.

1. Emploi

Le nombre de chômeurs inscrits a continué de baisser en juin, atteignant un nouveau plancher depuis 1990. À la fin du mois, 53 860 chômeurs étaient inscrits à l'Agence pour l'emploi, soit une baisse de 3,6 % par rapport au mois de mai et de 24,2 % par rapport à l'année précédente. Au cours des cinq premiers mois de l'année, les employeurs ont enregistré 76 000 postes vacants, soit une augmentation de près de 37 % par rapport à l'année précédente. Les secteurs pour lesquels la demande de travailleurs est la plus forte sont l'industrie manufacturière et la construction.

Veille sectorielle

2. Transports

La Cour des comptes slovène a publié un rapport soulignant les failles dans la préparation et la gestion du projet ferroviaire Koper-Divaca de 2015 à fin juin 2020. Elle estime également que l'ancien gouvernement, le ministère en charge des infrastructures, l'Agence des infrastructures ainsi que la société constituée par l'État pour gérer le projet, 2TDK, n'ont été que partiellement efficaces dans leur supervision du projet au cours de la période examinée.

3. Energie et Environnement

Le 21 juin, le gouvernement a introduit un modèle de plafonnement du prix du carburant à deux niveaux. Les marges des détaillants de carburant dans les stations-service situées en dehors des autoroutes sont réglementées, alors que les prix le long des autoroutes sont libéralisés. Le nouveau régime est entré en vigueur pour un an. Par ailleurs, le gouvernement a adopté deux règlements visant à supprimer temporairement deux taxes environnementales sur le diesel dans les stations-service du réseau autoroutier. La mesure vise à ramener le prix du gazole sur les autoroutes - où il a dépassé la barre de 2 EUR/litre depuis la libéralisation - au niveau des prix hors autoroutes, soit environ 1,848 EUR. Cette mesure ne durera pas plus d'un mois ou deux, selon le ministre des infrastructures Bojan Kumer. Pendant cette période, l'État ne percevra pas la taxe sur l'efficacité énergétique ni la taxe visant à soutenir la cogénération à haut rendement et la production d'électricité renouvelable.

L'Assemblée nationale a ratifié à l'unanimité un accord entre la Slovénie et l'Italie sur des mesures de solidarité visant à **préserver la sécurité de l'approvisionnement en gaz**, en vertu duquel la Slovénie peut demander à l'Italie de fournir du gaz aux clients protégés en cas de rupture d'approvisionnement, et vice versa. Le mécanisme est activé après qu'un des deux États a mis en œuvre toutes les mesures sur son territoire pour fournir du gaz aux clients protégés et que tous les clients non protégés ont été coupés. Selon la loi slovène sur l'énergie, les clients protégés sont les ménages, les établissements de santé et d'enseignement, ainsi que les prestataires de services sociaux.

Les prix de l'électricité pour les ménages et les petites et moyennes entreprises seront plafonnés du 1^{er} septembre 2022 à août 2023. Selon le ministre des Infrastructures Bojan Kumer, les ménages devraient connaître une baisse importante

des prix de l'électricité, variable selon le fournisseur. Les prix seront maintenus à un bas niveau grâce à la combinaison d'une baisse des taxes et de mesures visant à réduire les bénéfices des sociétés de production d'électricité. Les droits d'accise sur l'électricité resteront à 50 % du niveau actuel, tandis que la contribution pour les sources renouvelables sera réduite de moitié à partir de septembre.

La ligne de transport d'électricité Cirkovce-Pince, reliant la Slovaquie et la Hongrie, devient opérationnelle après deux ans de construction. Cette ligne de 80 km est la première liaison transfrontalière entre les réseaux des deux pays, accroissant la fiabilité et la capacité d'importation du système électrique slovaque, et contribuant à une interconnexion encore plus forte des marchés slovaque, hongrois et croate au marché intérieur de l'électricité de l'UE. La Slovaquie était le dernier Etat frontalier avec lequel la Hongrie n'avait pas de connexion de ligne électrique.

Geoplin, le principal grossiste slovaque en gaz, a confirmé qu'il allait concourir pour les capacités du terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) de Rovigo (Italie). L'annonce intervient un mois après l'échec à obtenir des capacités du terminal GNL sur l'île croate de Krk, qui devraient passer progressivement en trois ans des 2,6 milliards de m³ actuels à 6,1 milliards de m³. Geoplin a également confirmé louer des capacités de stockage de gaz en Autriche, mais n'a pas donné plus de détails. La Slovaquie dépend de l'infrastructure des Etats voisins, alors que son approvisionnement en gaz russe serait actuellement inférieur de 25 % aux quantités convenues.

4. Industrie et innovation

Deux centres européens d'innovation numérique (EDIH) seront créés en Slovaquie, a décidé la Commission européenne après avoir évalué les candidatures au premier appel à projets du

programme DIGITAL Europe. Il s'agit des consortia DIGI-SI de l'université de Maribor et SRC-EDIH du centre de développement de Novo Mesto. Les EDIH fonctionneront comme des guichets uniques aidant les entreprises à relever les défis numériques et à stimuler leur compétitivité.

5. Tourisme

Le nombre de nuitées passées par les touristes en mai a quant à lui augmenté de 258 % pour atteindre 1,137 million (Office des statistiques).

6. Agriculture

Le marché du blé est dans une situation difficile, depuis que la Hongrie a adopté un décret sur l'exercice d'un droit de préemption pour l'exportation de cette céréale et que les exportations du pays ont été pratiquement arrêtées. En effet, si la Slovaquie n'importe pas de céréales d'Ukraine et de Russie, elle importe chaque année entre 60 000 et 80 000 tonnes de blé de Hongrie. Dès lors, le gouvernement a mis en place des mesures pour, d'une part, aider les agriculteurs à réduire leurs coûts, d'autre part, des mesures pour assurer le contrôle des prix de détail. Les agriculteurs recevront 22 millions d'euros d'aides, notamment des subventions pour le carburant et les engrais. Le gouvernement achètera également tout le blé produit en Slovaquie pour garantir l'approvisionnement alimentaire et pour garantir aux agriculteurs un débouché.

Relations bilatérales

Groupama, compagnie française d'assurance, a fait son entrée sur le marché slovaque en proposant,

dans un premier temps, une assurance aux emprunteurs de la banque SKB, après avoir reçu le feu vert de l'Agence de supervision des assurances. Sandi Šterpin dirige la succursale slovène de Groupama. L'assureur prévoit d'offrir un "portefeuille

complet de services" à l'avenir. Groupama, dont le siège social est à Paris, est présent sur douze marchés et compte 13 millions de clients.

Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

juil-22

Principaux indicateurs	Prévisionnistes internationaux						Prévisionnistes nationaux							
	OCDE			FMI		Commission européenne		OeNB			Wifo		IHS	
	2021	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2024	2022	2023	2022	2023
Evolution annuelle en %														
PIB en volume	4,5	3,6	1,4	2,6	3,0	3,9	1,9	3,8	1,9	1,9	4,3	1,6	3,8	1,4
Consommation privée (en volume)	3,3	4,0	1,1			4,1	2,3	3,9	2,0	2,0	4,1	2,2	4,4	1,8
Formation brute de capital fixe (en volume)	4,0	4,2	2			3,7	2,3	1,6	2,6	2,1	2,2	2,4	0,2	1,3
Exportations (en volume)	12,7	8,5	4,4	2,6	3,7	6,3	3,8	7,1	2,9	3,3	8,1	3,2	6,6	3,4
Importations (en volume)	14,5	7,4	4,1	1,3	4,0	4,6	3,8	5,2	2,8	2,9	5,8	3,2	4,6	3,0
Productivité (1)		1,8	0,9			1,0	1,0	1,3	0,6	1,0	0,3	0,1	1,0	0,6
IPCH	2,8	6,7	4,7	5,6	2,2	6,0	3,0	7,0	4,2	3,0	7,9	5,3	7,3	4,7
Emploi salarié (2)	2,5	1,5	0,4	1,6	0,8	2,9	0,9	2,6	1,4	0,9	3,0	0,9	2,8	2,0
en % de la population active (déf. eurostat)														
Taux de chômage	6,2	5,2	5	5,2	4,9	5,0	4,8	4,5	4,4	4,3	4,5	4,5	4,6	4,5
en % du PIB nominal														
Balance courante	-0,5	-0,3	-0,9	-0,6	0,8	-1,0	-0,8	0,5	1,1	1,3	-1,0	-1,2		
Solde des finances publiques	-5,9	-3,1	-1,6	-3,9	-2,4	-3,1	-1,5	-2,6	-1,2	-0,7	-3,0	-1,2	-3,8	-1,9

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS.

(1) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

(2) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Dernière mise à jour le 01/07/2022

Dernière mise à jour le 10/06/2022

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international